

Try Black Horse ALE 100 Years of Brewing Experience behind it

The Labor World



Le Monde Ouvrier

Drink DOW'S ALE Standard of Strength and Quality

Rédaction et administration: 9 et 11, rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Tél.: Lancaster 5361 — Le numéro: CINQ CENTS PARTOUT

Les accords de commerce

Par GRACE MACINNIS

Dans un discours de deux heures, la semaine passée, M. Bennett a fait connaître les accords tarifaires conclus à la conférence impériale d'Ottawa. De sa manière, qui n'admet aucune différence d'opinion, il a détaillé les 225 changements tarifaires, tout en insistant qu'ils nous donneraient l'entrée dans les marchés de la Grande-Bretagne. A l'aide de ces accords impériaux, M. Bennett va chasser le spectre de la misère, va donner des secours aux cultivateurs, va donner du travail aux chômeurs, bref, va ramener la prospérité à notre pays. Il y a deux ans, tout cela allait suivre son cours; il y a deux ans que nous attendons la prospérité. Quel sera le résultat de ses nouvelles promesses? "Nous avons bien fait", insiste M. Bennett, de sa manière régalée.

M. King n'est pas du même avis. Le parti libéral, dit-il, a accordé la préférence impériale, tout en réduisant le tarif; le parti conservateur, au contraire, augmente la préférence impériale tout en augmentant les taux généraux. En plus, le parti libéral n'a jamais été coupable d'essayer de changer la politique financière d'une autre nation; le parti conservateur a forcé le gouvernement britannique à changer sa politique dans le sens de la politique canadienne. A présent, le Canada ne peut pas entrer en concurrence avantageuse avec la Nouvelle-Zélande avec son beurre, même sur le marché canadien. Comment peut-il le faire davantage sur le marché britannique, quelle que soit la préférence? Voilà quelques-unes des objections les plus fortes du parti libéral.

Le parti travailliste et le parti des fermiers indépendants ont encore des objections qui sont, peut-être, plus facilement comprises. D'abord, ils insistent que le résultat des accords conclus à la conférence impériale sera de détourner le commerce au lieu de l'augmenter. Si les accords ont augmenté le commerce de l'Empire, ils l'ont fait aux dépens du commerce du monde. Si le Canada va augmenter son commerce avec l'Empire, en pratique, il va diminuer son commerce avec les Etats-Unis, tout en relâchant les relations amicales entre les deux pays.

Encore, parce que l'échange est maintenant si défavorable pour le Canada, il sera impossible pour notre pays de se servir du marché britannique. Je donne une citation de M. Coote: "Il y a des animaux domestiques dans les fermes d'Ontario qui devraient maintenant être en route pour la Grande-Bretagne. La seule raison pour laquelle ils sont encore là, c'est parce que la livre sterling ne rapporte à notre cultivateur seulement que \$3.80."

La troisième raison est bien la plus fondamentale. Il n'y a qu'un seul moyen d'augmenter le commerce à présent — qu'il soit national, impérial ou mondial. Ce moyen est d'augmenter le pouvoir d'achat des masses de notre population — des ouvriers et des cultivateurs. Si le peuple avait l'argent pour acheter, il n'y aurait pas besoin d'entasser conférence sur conférence pour stimuler le commerce. La conférence impériale n'a pas avancé la moindre suggestion d'augmenter le pouvoir d'achat du peuple. Alors, disent les députés qui représentent les ouvriers et les cultivateurs, la conférence ne peut pas avoir le moindre espoir de réussir. Il y a du bon sens dans leur argument.

aux enfants de moins de seize ans d'entrer au cinéma, aient voulu intéresser la jeunesse à ce divertissement en ne les faisant assister qu'au disant "bon" cinéma; scènes dénuées de passion ou d'aventures brutales. Cependant, le Comité exécutif a reçu des plaintes à ce sujet. En un endroit, apprend-on, on avait entassé 350 enfants dans une salle qui ne disposait que d'une issue dont la porte ouvrait vers l'intérieur. D'autre part, l'appareil de projection n'était pas enfermé dans une chambre à l'épreuve du feu, tel que stipulé dans le règlement municipal.

A l'avenir, ces séances seront prohibées, dans le but de prévenir une catastrophe. Seul le directeur de Police pourra accorder un permis autorisant ce cinéma, et les permis ne seront octroyés qu'après que le surintendant des immeubles de la Ville aura affirmé par écrit que telle salle, où seront projetés quelques films, offre une sécurité suffisante aux spectateurs.

Pour protéger notre enfance, ce sera une restriction de plus à leur entrée au cinéma.

LE PONT DE LACHINE

La construction du pont Lasalle-Cauchonawaag commencent dès le 1er novembre, d'après des renseignements que nous tenons de source certaine. On nous apprend qu'il ne reste que de très petits détails à régler. Les soumissions seraient demandées cette semaine. Ce pont sera construit en béton armé et en acier, soit deux-tiers en ciment et un tiers en acier.

Comme le pont du chemin de fer Canadien Pacifique, qui reli Caughnawaga à Highlands, le pont Lasalle-Cauchonawaag aura une travée centrale toute en acier.

Le coût de ce nouveau pont sera d'environ \$3,000,000. On estime qu'une bonne partie de l'ouvrage sera fait à la main, ce qui veut dire que de 700 à 800 hommes y seront employés pour longtemps.

CHEMINS DE FER ET CAMIONS

Une délégation formée de plusieurs officiers du Canadien National et de ceux du Canadien a rencontré l'honorable M. Taschereau, la semaine dernière. Cette délégation était conduite par M. C.-P. Riddell. Les délégués ont demandé au premier ministre de passer une loi pour enrayer la concurrence que le camion fait aux chemins de fer. On voudrait que les propriétaires de camions soient tenus de se procurer un permis spécial et que de plus ils soient obligés de fournir une échelle de taux.

M. Taschereau répondit aux délégués qu'il était prêt à étudier soigneusement la question. Il engagea les visiteurs à dresser un mémoire sur la question afin qu'elle puisse être discutée en Chambre à la prochaine session.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

ECOLES TECHNIQUES

MONTREAL QUEBEC HULL

Cours technique (trois ans) Cours d'apprentissage

Cours des métiers (deux ans) Cours spéciaux.

COURS DU SOIR: Montréal, Port-Alfred, Chicoutimi, La Tuque, Beauveville, Lévis, Lauzon, Saint-Romuald, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, Valleyfield, Lachine, Shawinigan Falls.

Direction Générale de l'Enseignement Technique

1430, rue Saint-Denis, MONTREAL

L'évolution féminine

Monsieur Lucien Romier a causé toute une sensation à la réception que lui donnèrent les membres du Club des Droits de la Femme par son attitude franchement féministe. Il n'y a pas été par quatre chemins pour démontrer la supériorité des filles d'Eve partout où elles viennent en contact avec les fils d'Adam. Celles qui n'aspirent qu'à l'égalité des sexes ont été surprises et charmées de se voir porter au pinacle. Qu'un personnage aussi autorisé s'adresse à elles pour leur confirmer en grâce intellectuelle, c'est au delà de leurs espérances. En quelques coups de langue — et quelle langue! — il démontre l'évolution féminine dans son pays. Nous avons vu la transformation d'une société, la hausse de valeurs qui avaient été fort dépréciées depuis au delà de vingt siècles. Ce ne sont plus les mêmes qui jouent les premiers violons dans l'orchestre d'une nouvelle civilisation dont on voit poindre l'aurore. Déjà, a-t-il dit, les jeunes hommes de notre temps ont subi une métamorphose. Ils n'abordent plus les jeunes filles avec les airs conquérants de jadis. Cette galanterie où se dissimulait le dédain de ceux qui ont subi des examens et se sont munis d'un bout de parchemin, qui était pour ces demoiselles une sorte de fruit défendu de par la volonté de leur seigneur et maître: "Si vous en mangiez vous deviendriez semblables à nous!" Depuis qu'elles sont agrégées des cours de philosophie qu'elles comptent parmi elles des savantes comme madame Curie, des poètes comme madame de Noailles, des ingénieurs, des mécaniciennes, des juges, des députés, des avocates et des doctresses, qu'elles sont victorieuses dans tous les concours, qu'elles ont de forts salaires et qu'elles exercent une influence de plus en plus prépondérante dans la politique, qu'elles sont les diplomates et les plénipotentiaires de demain, ceux et ont pour elles un sentiment de respect, ce qui n'exclut pas l'amour, puisque les hommes qui ne commentent

caient à parler mariage qu'à trente ans révolus, se mettent en ménage dès leur vingtième année. Quand il s'agit de multiples obligations l'homme y pensait à deux fois avant de se mettre le collier au cou. La femme a cessé d'être un boulet qui paralysait sa marche et dont il n'aspirait qu'à se débarrasser. Elle est devenue sa compagne, son associée et sans perdre de son charme et de sa grâce, a déclaré M. Romier. Les rues de Paris ont toujours leur arc-en-ciel de couleurs chatoyantes et le froissement des tissus soyeux est avec le pépiement des moineaux la joie de la capitale française.

Le conférencier a fait comprendre aux auditeurs d'élite de la salle Windsor les raisons du féminisme. Il l'a montré comme une conséquence de la guerre. Ces femmes françaises ont subi le choc du trempage de la terrible boucherie, celles qui ont perdu leur mari et les autres qui n'ont plus l'espérance d'en avoir un, car le mariage est vraiment pour elles un billet de loterie, ne se sont pas couchées pour mourir. Elles ont voulu faire face à la vie, organiser leur destin. La protection dite naturelle du sexe faible leur manquant, elles ont dû trouver en elles-mêmes les ressources nécessaires pour conjurer le mauvais sort. Elles se sont mises ardemment à l'oeuvre. Elles ont fait peu neuve, quoi! et l'instant de la dire. Celle qui l'avait colé au corps avait la douceur des pétales de roses et le velouté des beaux fruits, elle n'aurait pu tenir aux rudes besognes qu'il leur fallait accomplir, elles s'en sont fait une autre: M. Romier, qui s'y connaît, nous dit le plus grand bien. Elles ont bâti le nid solitaire où se blottira leur jeunesse sans amour, cela valait mieux que d'errer à l'aventure et de s'ébrouter dans la poussière du chemin. Elles ont tiré le meilleur parti possible d'une situation impossible. Elles se sont revêtues à elles-mêmes. Elles ont découvert

en leur volonté un ressort d'une trempe insoupçonnée. Leur timidité, leur peur effarouchée, leur effacement systématique ne signifiaient plus rien pour leur nouvelle mission. Il leur fallait de l'énergie, de la vaillance, de la volonté pour affronter les nécessités de l'heure, elles ont frotté le briquet de ces forces éteintes ou pétrifiées et il en a jailli une flamme claire qui magnifie leurs jours. Elles ne doivent pas leur émancipation à l'homme qui se croyait bien malin en étouffant sous la mouchette de son pouce toute velléité d'indépendance mais à leur propre initiative. Par leur propre force, elles ont soulevé le couvercle du tombeau où l'égoïsme masculin les avait enfermées. Elles se dressent aujourd'hui avec un corps astral où transparaît la lumière, débarrassées du linéol séculaire mangé par les vers et des triples bandelettes que l'ignorance avait entroulées autour de leur beauté.

M. Romier a dû scandaliser les gens de l'arrière-garde qui affectent de mépriser celles qui rompent avec un passé ténébreux, alors que c'est la jalousie qui leur fait prendre ombrage de l'évolution de la femme, leur met l'injure à la bouche, les pousse à faire obstruction au progrès. Le grand écrivain déplore cependant le conflit actuel entre le travail féminin et le travail masculin. Il veut que chacun reste dans sa sphère, dans son domaine, qu'un sexe ne fasse pas compétition à l'autre. Mais qui déterminera ce qui est un travail de femme ou un travail d'homme? Le rond de cuirisme n'est-il pas tout indiqués pour celles qu'une vie sédentaire accommode et qui ont des qualités d'ordre et d'économie dont on pourrait tirer parti. Un homme est-il à sa place comme maître de cérémonies — floor walker — dans un magasin de nouveautés ou derrière un comptoir, à étaler des corsets, à vendre des dentelles?

JULIEN SAINT-MICHEL.

TRIBUNE LIBRE

A vol d'oiseau

Les Américains sont plongés jusqu'au cou dans la marmite électro-rale. Républicains et démocrates se disputent, avec un entrain et une verve sans précédents, la confiance de nos voisins du sud, et les paris sont ouverts sur le résultat de cette élection présidentielle avec Roosevelt comme favori.

Quel que soit, d'ailleurs, ce résultat, le peuple américain ne s'en trouvera guère mieux ou pire car il n'y a pas, en définitive, de différence essentielle entre le programme Hoover et celui du "challenger" démocrate.

Il y a bien aussi sur les rangs l'aspirant socialiste Thomas aux honneurs présidentiels, mais son heure n'est pas encore venue à celui-là, pas tant que Wall Street dictera la politique économique de l'oncle Sam.

Un distingué prélat catholique canadien s'est récemment embarqué pour Rome où il se propose d'offrir au pape, outre les hommages de notre population, un petit cadeau qu'on évalue, dans les milieux apparemment bien renseignés, à un demi-million de dollars! Ce don, qui témoigne tout d'abord de notre générosité, sera sans doute favorablement accueilli, mais on peut se demander si cette "évasion de capitaux" d'un genre si spécial est bien opportune au moment même où il y a tant de misères à soulager dans notre bonne province de Québec.

Au surplus, le chef de la catholicité n'avait pas un besoin pressant de cette somme, contrairement à nos pauvres qui sont légion et auxquels cette fortune, par les temps qui courent, eût fait grand bien.

Tant il est vrai qu'on ne donne qu'aux riches.

Le juge Stubbs, de Winnipeg, dont on a beaucoup parlé il y a quelque temps, revient à la charge avec de nouvelles appréciations sur notre système judiciaire qui ne sont pas précisément flatteuses pour celui-ci.

Ce magistrat nous a tout l'air de savoir ce qu'il dit et ne l'envoie pas dire. Sa longue expérience des hommes et des choses donne quelque poids aux opinions qu'il émet avec un courage, c'est bien le mot, qui n'est pas très bien vu en hauts lieux, mais qu'on ne saurait s'empêcher d'admirer, car c'est chose rare, aujourd'hui, un homme qui a le courage de ses convictions, surtout si ces convictions vont à l'encontre d'une jurisprudence moins rationnelle que traditionnelle.

Le meilleur service que les hommes d'Etat d'un pays quelconque — et même de tous les pays — peuvent rendre à leurs concitoyens, c'est d'opérer au plus tôt le salutaire divorce de la Politique et de l'Argent. Le mariage de ces deux entités sociales n'a que trop duré s'il faut en juger par les nombreux scandales auxquels il a donné lieu.

La démocratie canadienne, comme toutes les autres, d'ailleurs, aurait tout à gagner et rien à y perdre.

Les seuls perdants à cet assainissement nécessaire à nos moeurs politiques, ce seraient les financiers véreux et les politiciens à double fond, gens trop peu intéressants pour qu'on puisse s'apitoyer sur leur sort.

Quand une compagnie emploie une notable partie des fonds à elle confiés par ses assurés à des fins spéculatives, elle se rend coupable de détournements. Cela devient un crime dès que les fonds ainsi détournés de leur emploi normal subissent une dépréciation quelconque, à plus forte raison quand cette dépréciation atteint des proportions qui mettent en danger la solvabilité de la compagnie dépositaire.

Et même quand les chefs de pareilles entreprises sont des millionnaires, c'est-à-dire des gens qui jonglent avec la conscience de nos parlementaires, les gouvernements ont le devoir d'intervenir et de faire rendre gorge à ces grands affairistes sans scrupules, sous peine d'être taxés de complicité dans ces fraudes que nos lois, hélas, ne prévoient pas et punissent encore moins.

Avant la guerre de 1914, bien avant cette guerre, on parlait d'équilibre européen sans outrepasser le stade des discussions académiques, c'est-à-dire stériles en résultats tangibles. Depuis le Traité de Versailles, cet équilibre européen est plus que jamais à l'ordre du jour des conversations diplomatiques. Mais il semble que plus on en parle et plus on s'éloigne d'une solution pratique.

Cela tient à ce que tous les gouvernements européens ne sont pas assez éclairés pour voir clair dans cette affaire. Les vieilles barbes qui les dominent encore sont par trop enchaînées à "ce tas de cendre éteint qu'on nomme le passé" pour se préoccuper de l'avenir avec tout l'esprit de prévoyance qui conviendrait en pareilles circonstances.

Et pour peu que l'imbroglio continue, ce sont les peuples eux-mêmes qui, mettant au rancart les fumistes qui s'arrogent présentement le droit de les bernier, élaboreront des bases d'entente, de paix et de concorde dans la vieille Europe.

Les parlements coûtent cher et rapportent peu à ceux qui en paient les frais. Ce n'est pas ce qu'on appelle communément "un placement de père de famille".

Au contraire.

JEAN PASSE.

Les secours directs

Le Conseil des Métiers et du Travail discute cette question importante pour les chômeurs.

L'assemblée régulière du Conseil des Métiers et du Travail a été tenue jeudi soir dernier, au Monument National sous la présidence de J. T. Foster, assisté des vice-présidents Ben Drolet et Adhémar Tremblay; nous ne croyons pas nous tromper en disant que ce fut l'une des plus importantes que ce Conseil ait tenu depuis bien longtemps. Il y avait une assistance considérable, car l'unique question au programme de la séance comportait la question du chômage et les secours directs. A cet effet, des invitations avaient été envoyées aux diverses organisations qui sont sympathiques au mouvement international, quoiqu'elles ne soient pas affiliées au Conseil. Parmi les invités présents, on remarquait: M. J. McLeod, vice-président général de l'Union internationale des briquetiers; James Somerville, vice-président général de l'Association internationale des machinistes, ainsi que l'échevin Jos Schuber, du Conseil de ville de Montréal.

Le président Foster qui a agit comme porte-parole du comité spécial du Conseil, expliqua le résultat des entrevues qui ont eu lieu premièrement avec le comité exécutif de la Cité. Le délégué C. Rochefort rapporta que le comité était allé rencontrer l'Exécutif pour leur expliquer que l'administration du secours direct était entièrement inadéquate et que ceci était peut-être dû au fait qu'ils ne sont pas suffisamment au courant de la présente situation. Le nombre de ceux qui s'enregistrent augmente constamment parce qu'il y a invasion de familles de-meurant en-dehors de la ville et les autorités admettent que le nombre des enregistrements ne peut peut-être pas être correct.

L'Exécutif dit qu'il avait remis la question des secours directs entre les mains de la commission du chômage, présidée par M. J. Chevallier, directeur de l'assistance municipale. Une entrevue eut lieu avec cette commission. Etaient présents: le président, l'échevin Geo. E. Brunet, les représentants de la société Saint-Vincent de Paul, des Oeuvres de Charité Fédérées, des Oeuvres de Philanthropie juives ainsi que des sociétés anglaises catholiques.

Votre comité leur démontra que la par capita que la Ville recevait du Provincial et du Fédéral était de beaucoup trop peu pour rencontrer les besoins. La Cité de Montréal, la métropole du Canada, a accordé des secours directs au cours du mois de septembre à 33,320 familles comprenant 187,197 personnes, en plus, elle a servi 368,369 repas et donné le gîte la nuit à 171,972 personnes.

Comme ces chiffres démontrent une augmentation formidable sur ceux des mois précédents, et nous doutons que ceci soit dû à une invasion de gens à Montréal plutôt qu'une augmentation réelle du nombre de chômeurs. Ceux présents admirent que possiblement ils n'atteignent pas tous ceux qui avaient besoin de secours, mais d'un autre côté ils rejettent le blâme sur le chômeur qui ne va pas s'enregistrer; nous demandâmes si nous connaissions des cas qui s'étaient vu refuser des secours; plusieurs cas furent alors cités à la commission. Les raisons qui furent données démontrent qu'il y a quelque

chose qui ne va pas dans l'administration de ces secours par l'entremise des différentes organisations qui en ont la charge.

L'enregistrement qui se fait présentement, par l'intermédiaire des échevins dans les divers quartiers ne concerne que les emplois et non les secours, et il n'est partant pas surprenant d'entendre dire que la ville ne connaît pas exactement le nombre de ceux qui sont dans la pauvreté par manque de travail. On ne fait aucun cas des célibataires et le système n'est pas généralement connu par la population.

S'il est généralement admis que le système n'est pas parfait, les autorités font tout leur possible pour l'améliorer.

Il a été déclaré que la moyenne des secours était de \$22.00 par mois, tandis qu'en Colombie britannique ce montant est de \$29.00, et, selon une déclaration des autorités, aucun maximum n'est défini; le pro rata accordé est moindre dans cette ville que dans des villes de moindre importance; il a été démontré que les secours distribués en septembre se sont montés à \$538,900.

Les délégués Jensen, Roy et Long, qui parlèrent sur la question démontrèrent, avec chiffres à l'appui, que le nombre des chômeurs dans cette ville était trois ou quatre fois plus élevé que le nombre accusé par les chiffres officiels, et déclarèrent que les secours étaient inadéquats; ce que les ouvriers veulent, c'est de droit de vivre, et si les autorités ne peuvent leur donner de l'emploi, alors elles doivent les nourrir et les loger.

Le délégué Hally se déclara opposé aux secours directs; les ouvriers de la construction ne sont pas en faveur de la charité, mais ils veulent du travail; il déplora le fait que rien n'a été fait pour leur procurer du travail, tel que promis par le premier ministre Bennett lors des élections fédérales.

L'échevin Schubert est l'orateur suivant. Il déclara que des changements radicaux doivent être opérés, que le nombre des heures de travail doivent être diminuées, que les pensions de vieillesse doivent être établies et que plusieurs autres lois sociales doivent être adoptées pour nous débarrasser de la présente crise qui affecte si gravement les ouvriers du monde entier, et spécialement ceux de cette ville. Il expliqua que les secours distribués en septembre semblent aux autorités être suffisants, mais si une comparaison est faite entre l'argent dépensé et le nombre des bénéficiaires, il est démontré qu'en réalité chaque famille a reçu \$17, ce qui revient à dire que 187,197 personnes ont reçu chacun 10 sous par jour. Il faut avoir recours à d'autres mesures plus efficaces si l'on veut que le peuple vive. Le système d'enregistrement est inefficace parce qu'il y a plusieurs miséreux qui préfèrent mourir de faim que de demander du secours. Il est vrai qu'il y a eu des abus, mais la Ville n'a pas fait ce qu'elle aurait dû. Les autorités ont annoncé qu'elles mettraient 6,000 hommes au travail pour la construction des égouts, mais le travail ne durera pas longtemps et la misère régnera encore ensuite. Si les choses ne changent pas pour le mieux, on peut dire que la misère s'est établie parmi nous pour longtemps.

Le délégué Somerville croit que le besoin d'un meilleur système se fait sentir, parce que le système présent repose sur la charité et rien de plus; cet argent serait mieux administré s'il était entre les mains du Conseil des Métiers.

Le délégué Gault parla sur la question sans cependant apporter aucune suggestion propre à améliorer la situation.

Le délégué Foucher dit qu'au long-temps que nous serons contraints d'avoir recours aux secours directs nous devons voir à ce qu'ils soient administrés pour donner les meilleurs résultats possibles, afin que la population de Montréal ne meure pas de faim, tant qu'on ne pourra pas lui procurer du travail.

Le délégué Miron dit que dans plusieurs cas les secours distribués par la Saint-Vincent de Paul ont été administrés plutôt dans l'intérêt des administrateurs que des chômeurs, parce que, dans plusieurs circonstances, des familles reçoivent des aliments d'une qualité douteuse. Le seul remède à cela est que la Ville administre elle-même les secours et mette fin aux lacunes qui existent présentement.

Le délégué Lefèvre est opposé aux secours directs et déclare qu'une pression soit faite auprès du gouvernement fédéral pour qu'il donne des travaux à la place des secours directs.

Le délégué Rochefort parla longuement sur la question, appuyant sur le fait que nous ne devons pas laisser la population crever de faim si nous ne pouvons la faire travailler. Nous n'aimons pas les secours directs, mais, comme nous ne pouvons obtenir autre chose, contentons-nous-en tout en exigeant une meilleure distribution. Le comité qui a été chargé de cette question fera tout en son pouvoir pour lui trouver une solution, mais les membres doivent coopérer avec lui si l'on veut qu'il soit en position d'indiquer aux autorités ce que veulent les ouvriers organisés.

Le délégué Foster termina la discussion en donnant certaines explications demandées.

Les délégués suivants furent admis à siéger: R. Martin et H. Landry, Union des Briquetiers No 4.

L'assemblée s'ajourne à 11.45 heures, pour se réunir de nouveau le 3 novembre.

EVITONS LES ACCIDENTS

Cette semaine, lors d'une assemblée du Bureau d'Administration de la Ligue de Sécurité de la province de Québec, tenue à l'hôtel Mont-Royal, M. G.-A. Savoy, président de cette association, faisait remarquer aux membres présents que la plus grande partie des blessures et mortalités dues aux accidents du foyer sont évitables.

Il a été prouvé que les accidents du foyer sont inférieurs en nombre seulement aux accidents de la rue, — que presque un tiers de toutes les morts accidentelles ont lieu à la maison, — et que les risques qui nous entourent au foyer sont beaucoup plus sérieux que nous le croyons.

La venue des temps froids, dit M. Savoy, impose aux parents une plus grave responsabilité, parce que les enfants sont plus enclins à s'amuser dans la maison. Les mères devront donc voir à éliminer toute source de danger. L'imprudence, un message du gaz et de l'électricité, sont souvent causes d'accidents plus graves que ceux qui

arrivent à l'usine. Les réparations incomplètes ou faites à la diable sur les conduites de gaz ou fils électriques occasionnent les accidents effroyables dont nous parlons presque quotidiennement les journaux. Avant de se retirer, le soir, il est fort important de voir à ce que toutes les conduites de gaz soient hermétiquement fermées. Il faut aussi assurer une ventilation adéquate.

Les gaz de charbon s'échappent de fournaies souvent mal entretenues ou de tuyaux et de cheminées en mauvaise condition. Une aspiration possible peut être évitée par un nettoyage régulier de la fournaise et en s'assurant que toutes les conduites sont reliées à un tuyau d'échappement convenable.

Certains types de brûleurs, souvent installés dans des chambres exigües et mal ventilées, sont un danger très sérieux de suffocation, parce qu'ils man-

gent l'oxygène.

En terminant, M. Savoy dit que toutes les ménagères devraient être en état de répondre aux questions suivantes:

Les allumettes sont-elles dans une boîte de métal, hors de la portée des petits?

Y a-t-il un grillage devant le feu de cheminée?

Avons-nous un réceptacle de métal pour les cendres chaudes?

Les remèdes sont-ils sous clef dans une armoire afin que les enfants ne puissent les atteindre?

Prenons-nous toutes les précautions voulues pour prévenir les accidents à nous-mêmes et à nos enfants?

Si leur réponse à ces questions est affirmative, elles pourront être satisfaites car elles auront fait leur devoir! On ne peut jamais être trop prudent!



OUVREZ D'ABORD VOS PORTES DE GARAGE

GARE

L'échappement de tout engin à gazoline dégage du

MONOXIDE DE CARBONE

Un Gaz Perfide et Mortel

Vous ne pouvez ni le voir ni le sentir

IL TUE SANS AVERTISSEMENT

Ligue de Sécurité de la Province de Québec — Hôtel Mont-Royal — Montréal.

Le Coin des Unions locales

UNE PROTESTATION

Les officiers du local 606, de l'union internationale des chauffeurs, huileurs et journaliers des usines Angus, tiennent à faire une mise au point au sujet d'une lettre qui circule à travers les locaux de Montréal et qui se lit comme suit: "A la conférence des ouvriers de chemins de fer tenue à la salle sportive, 4261 St-Laurent, jeudi 29 septembre, le confrère Léon Bélec, de l'union internationale des chauffeurs et huileurs, local 606, a été élu comme délégué des ouvriers de chemins de fer de Montréal, pour aller assister à la célébration du 15e anniversaire de la révolution russe, à Moscou, et demandant des contributions aux locaux de Montréal, pour défrayer les frais de voyage." Cette lettre est signée par M. H. Binette, président et A. Durand, secrétaire.

Les officiers du local 606 donnent avis que ce local n'a jamais autorisé M. Léon Bélec à aller à cette assemblée ni à se faire élire pour représenter les ouvriers de chemins de fer de Montréal, car M. Bélec n'est plus membre du local 606 depuis le mois de janvier 1931. Conséquemment le local 606 n'a aucune affaire avec M. Bélec ni avec l'union soviétique de la Russie.

Le local n'approuve pas l'attitude que prennent les gens qui cherchent à bernier les ouvriers en se servant du nom de "Railroad Workers of Russia" pour cacher une affaire communiste.

CHEZ LES BRIQUETIERS

Les briquetiers, maçons et poseurs de marbre, local No 4, de Montréal, ont reçu la visite de leur vice-président général international, M. McLeod, lequel a assisté à l'assemblée de ce local, mardi soir dernier, au Temple du Travail. L'agent d'affaires a soumis un rapport de la plus haute importance lors de cette assemblée.

LA SEMAINE DE 40 HEURES PREDITE POUR BIEN TOT

Au moment de s'embarquer à bord de l'Empress of Britain, le président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, Tom Moore, a déclaré que le monde était en bonne voie d'accorder bientôt aux ouvriers de l'industrie la semaine de 40 heures. "Nous sentons que nos efforts approchent de la réalisation," a-t-il dit, "et les gouvernements comprennent de mieux en mieux qu'il est nécessaire de réduire les heures de travail."

Tom Moore s'en va en Europe représenter le Canada à la Conférence internationale du Travail de Madrid. Il croit qu'on déterminera, au cours de cette conférence, de quelle manière on devra présenter à la conférence économique de la Société des Nations cette question de la réduction des heures de travail.

UNE MOTION

Le député travailliste de Winnipeg, M. J.-S. Woodsworth, a donné avis à la Chambre des Communes, qu'il présentera la motion suivante au cours de la session:

"Attendu qu'avec l'organisation économique actuelle nos gens en grand nombre ne trouvent pas d'emploi et restent sans moyen de gagner leur vie et celle des personnes qu'ils font vivre; attendu aussi que l'existence du marasme actuel dans le monde entier est la preuve d'une détérioration foncière dans le système économique existant;

Qu'il soit résolu que, dans l'opinion de la Chambre, le gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour l'établissement d'un commonwealth coopératif, où toutes les richesses naturelles et les moyens de production nécessaires à la société soient employés dans l'intérêt du peuple et non pour l'avantage du petit nombre."

CHEZ LES CHARPENTERS

Lors de la dernière assemblée du conseil de district de Montréal de la Fraternité Unie des charpentiers et menuisiers, une résolution remerciant et félicitant l'hon. C. J. Arcand, ministre du travail, de Québec, pour l'ordre en conseil qu'il vient de faire passer concernant l'application de l'échelle des salaires raisonnables, aux travaux exécutés dans tous les ministères du gouvernement provincial, et non pas seulement au département des travaux publics.

CHEZ LES WAGONNIERS

La loge Sainte-Marie des wagonniers, à sa dernière assemblée, a adopté une résolution remerciant et félicitant le ministre du travail de la province de Québec, l'hon. C. J. Arcand, pour avoir, par un ordre en conseil, fait appliquer l'échelle des salaires raisonnables, aux travaux exécutés dans tous les ministères du gouvernement provincial, et non pas seulement aux travaux du seul département des travaux publics.

FETE DES FACTEURS

L'association fédérée des facteurs des postes, branche No 10, de Montréal, a donné sa 29e soirée annuelle de euhre et danse, jeudi soir dernier, 20 courant, à l'hôtel Mont-Royal. Comme par le passé, l'hôtel était retenu pour la circonstance. Un orchestre de premier ordre faisait les frais de la musique; cinq prix de présence furent tirés au sort, au cours de la soirée. Il y eut distribution également de 300 prix aux heureux gagnants de la partie de cartes. Ce fut à tous les points de vue un vrai succès.

—La conférence économique mondiale aura lieu à Londres au cours du mois de décembre.

TRIBUNE LIBRE

Les réductions de salaires

Monsieur le Rédacteur,
Le Monde Ouvrier, Montréal.
Un malheur ne vient jamais seul: la crise que nous traversons devait indubitablement amener une grande offensive du patronat pour obtenir la réduction générale des salaires, et même, quelques-uns insinuent que la crise n'a été provoquée et ne se continue que dans ce but.

Pour parer aux méfaits d'une mauvaise administration, pour éviter l'effort nécessaire, pour couvrir les incompétences administratives, et ce qui est le plus important, pour protéger les dividendes des actionnaires et les hauts salaires de ceux qui ne produisent pas, il n'y a rien de mieux ni de si commode que la réduction des salaires.

Veut-on installer une nouvelle machine dans un atelier, ou faire une amélioration quelconque (toujours susceptible de causer du tort à la main-d'oeuvre, qu'on vise à remplacer), on songe immédiatement à couper le salaire des ouvriers pour en tirer le montant nécessaire aux fins en vue. Les prétextes ne manquent pas, et les moyens d'y parvenir non plus.

Donner des bilans incomplets pour justifier une réduction de salaires n'est qu'un jeu pour nos capitaines d'industrie. Non contents de faire prendre des vacances forcées (et sans salaire) à leurs employés pour diminuer le coût de production, tout en obtenant la même somme de travail des ouvriers qui restent à l'ouvrage, ils veulent au surplus "couper" les salaires. Que l'ouvrier se prive, qu'il fasse des dettes ou qu'il crève de faim, peu leur chaut s'ils parviennent à continuer l'accumulation des profits auxquels les ont habitués les années de prospérité passées. S'il est vrai que certaines industries ne peuvent parvenir à boucler leur budget sans réduire les salaires, il est également vrai que ces industries devraient "débarrasser" le terrain et laisser le champ libre à d'autres qui peuvent faire vivre les employés qui les font vivre elles-mêmes, car sans le travail de l'ouvrier aucune industrie ne peut rester debout. Si ce sont les ouvriers qui permettent au capital de rapporter des profits à ses détenteurs, il est essentiel que les travailleurs soient rétribués

non pas en proportion des profits (ou des déficits) que peut faire une industrie, mais proportionnellement aux services qu'ils rendent. La tâche de boucler le budget revient aux administrateurs. S'ils ne peuvent y parvenir, sans réduire les salaires ouvriers, il est de leur devoir de laisser leur position à des hommes qui sont capables d'administrer l'industrie; s'ils ne veulent pas partir d'eux-mêmes, il est de leur devoir des actionnaires de les faire décamper, s'ils ne veulent pas que leur industrie fasse la culbute à la suite d'un différend industriel dommageable à l'ouvrier et parfois fatal à l'industrie et que de tels administrateurs sans clairvoyance et ne voyant que ce qu'ils peuvent obtenir pour eux-mêmes n'hésitent pas à provoquer.

Un bon administrateur doit pouvoir faire prospérer son industrie, ou la maintenir "en santé" pendant une dépression, sans être obligé d'exiger de ses ouvriers des sacrifices, surtout lorsqu'il ne leur en consent aucun quand l'industrie fait des sur-profits. En administrateur sage, il met en réserve de quoi faire face aux mauvais jours, et il se sert de cette réserve à bon escient lorsque la dépression fait des siennes.

Nous constatons, en temps de crise, une invasion de l'industrie par des experts de toutes sortes. Les employeurs qui requièrent leurs services dépendent des sommes fabuleuses parfois pour les entretenir et le plus souvent ils n'en retirent rien de tangible. Et la plupart de ces experts ne visent qu'à faire suroutiller l'industrie au détriment de la main-d'oeuvre et souvent conduisent à la banqueroute une industrie auparavant prospère. Et, tout naturellement, pour payer leurs traitements, il faut en venir à diminuer les salaires.

La tendance de nos jours est, nous semble-t-il, de faire payer aux travailleurs les "améliorations" qu'on veut introduire dans l'industrie. S'il y avait un peu plus de jugement, de la part de nos industriels, les diminutions de salaires ne seraient pas nécessaires, ni mises en force, et la prospérité nous reviendrait d'autant plus vite.

Notre tout dévoué,

R. HERARD.

Et les banques?

"L'industrie fondée sur le capital bancaire, ou la spéculation sur des richesses éventuelles, a tendance à exagérer son outillage.

"D'où deux conséquences: l'une sociale: cette industrie impose d'avance un cadre de vie aux citoyens qui arriveront; aux Etats-Unis, c'est un cadre de vie matérielle; la production précède les besoins, alors qu'ailleurs, le besoin précède l'aménagement en vue de la production.

"Le rôle des banques s'est considérablement élargi depuis la guerre et les Etats ont dû se mettre au guichet des banques; il a fallu lancer de grands emprunts, et, pour faire face aux dépenses monétaires, il a fallu demander les secours des banques.

"Lorsqu'après la guerre, l'industrie européenne dut se mettre elle aussi sous la dépendance des banques, il s'ensuivit dans les pays neutres, une exacerbation du crédit, une inflation du crédit bancaire.

Les conséquences de ce mouvement ont été que les banques se sont laissé

entraîner à conduire et à contrôler l'industrie, ce qui n'est pas leur rôle. Une autre conséquence a été celle-ci: la disparition du patron. La direction des industries a été confiée à des représentants directs ou indirects des banques, et à des ingénieurs. Les premiers, cherchant des dividendes, avaient intérêt à surcapitaliser; les seconds, à suroutiller l'industrie, tandis que l'unique patron d'autrefois, connaissant les affaires et le technique de son usine, faisait tout avec pondération, mesure.

C'est une des grandes faiblesses de notre temps: les affaires sont trop grandes pour des hommes trop petits. La centralisation des capitaux confiée à un seul homme l'administration de trop de choses à la fois; il y a des limites aux capacités du cerveau humain. C'est la direction de trop grandes et trop nombreuses entreprises qui a conduit un homme de l'envieure de Krueger, à la faillite complète." — M. LUCIEN ROMIER.

SEMAINE NATIONALE DU POISSON

La semaine nationale du poisson sera marquée de façon particulière sur les wagons-restaurants du Canadien National. A cette occasion, la direction a choisi trois recettes de préparation du poisson qui rendront fameux ses wagons-restaurants. Afin d'aider nos cuisiniers à préparer leurs menus pour plaire à leurs convives, nous leur communiquons les trois recettes suivantes:

Flétan bouilli; sauce aux oeufs
Choisissez un poisson qui donnera une demi-livre par personne. Coupez-le en portions d'une demi-livre. Placez dans une casserole carrée et couvrez d'eau Salez et poivrez. Poivre blanc. Faites bouillir quinze minutes.

Sauce aux oeufs
1 tasse de lait, 1 cuillerée à soupe de farine;
1 morceau de beurre, gros comme un oeuf.
1 oeuf bouilli cuit dur.
Mélangez le beurre avec la farine, ajoutez le lait bouilli; battez pour en faire un tout homogène. Ajoutez une demi-tasse de l'eau de la casserole de poisson. Hachez fin l'oeuf et jetez-le dans la sauce.

Huitres frites au bacon
Deux bonnes façons de faire frire les huitres:
1. Choisissez de grosses huitres (6 par personne). Saupoudrez de sel et de farine. Plongez dans un blanc d'oeuf. Roulez dans les miettes de pain. Aplatissez à la main. Faites frire dans un peu de graisse de bacon au fond d'une casserole à frire. Deux tranches de bacon par personne.
2. Servez-vous du mélange suivant:
Un quart de tasse de farine;
Une pincée de poudre à pâte;
1 oeuf;
1 tasse de lait;
Sel et poivre à volonté.
Plongez les huitres dans le mélange; faites frire dans une masse assez profonde de saindoux que vous tiendrez très chaud.

Aiglefin (Haddock) farci
Trois à cinq livres d'aiglefin. Farcissez et roulez dans du papier huilé. Placez au four (chaleur moyenne) pour 30 minutes. Une demi-livre par personne.
Farce
1 tasse de miettes de pain; une demi-cuillerée à thé de sel; 1/3 cuillerée à thé de poivre; 1/2 cuillerée à thé de sauge; 1 cuillerée à thé d'oignon haché; 1 cuillerée à thé de cornichons et de céleri hachés; 1/2 cuillerée à thé de beurre fondu. Mélangez bien.
Après avoir goûté à ces plats délicieux vous désirerez que la semaine du poisson se renouvelle cinquante-deux fois par année. Si vous voyagez, ne manquez pas de vous régaler de poisson dans les magnifiques wagons-restaurants du Canadien National.

ACROSS CANADA

Electrical Supplies for Industry and Trade
MANUFACTURERS

Manual and Automatic Telephones. Telegraph, Fire Alarm and Police Signal Equipment.
Wires and Cables for all purposes.
Radio Broadcasting and Receiving Apparatus.
Theatre Equipment—Sound Producing Equipment, Disc, Film and Non-Synchronous.
Medical and Scientific Apparatus and Equipment for the Deaf and the Dumb.
Public Address (Sound Amplifying) Systems.

Line Construction Material—for High and Low Tension Lines.
Illumination for Home, Office and Industrial Purposes.
Power Apparatus—Motors, Transformers, Control Apparatus, etc.
Instruments and Meters.
Wiring Devices and Fittings.
Household Electrical Appliances.
Electrical Contractors' Supplies.
Street Lighting, Floodlighting and Airport Lighting.
Lamps.

DISTRIBUTORS
Northern Electric
COMPANY LIMITED
A National Electrical Service

CITIES: HAMILTON, LONDON, WINDSOR, NEW LISBARD, WINNIPEG, REGINA, CALGARY, VANCOUVER, EDMONTON, HALIFAX, OTTAWA, SUDBURY, QUEBEC, MONTREAL, TORONTO.

DEMANDEZ ASK FOR
LA BIERE POPULAIRE THE POPULAR BEER

MOLSON

Braasée à Montréal depuis 145 ANS
Brewed in Montreal since 145 YEARS

COMMENT OBTENIR UNE POSITION DU GOUVERNEMENT
Brochure gratuite.
The M. C. C. Ltd., Toronto (10)

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Monument National St., Lawrence Blvd. President, J. T. Foster, 747 Stuart Avenue; Corresponding Secretary, Jos Pelletier, 7 Craig St., East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French and English Language). The following organizations comprise Council: Typographical Union, No. 178; Jacques Carlier Typographical Union, No. 418; Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Bookbinders, Union No. 91; Photo Engravers' Union No. 9; Stereotypists and Electrotypers' Union No. 33; Amalgamated Lithographers of America, Local No. 27. President, Jos Pelletier; vice-president, W. Forrest; Recorder, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 2, 808 St. James West; Executive, Nap. Oulmet, J. A. Boileau, John Moore; auditors, R. Charbonneau, A. Query, A. Moisan. Telephone: MARYMONT 7182. Council meets second Tuesday of each month at 7 Craig St., East.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARLIER No. 418. — Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, Edmond, Président, 1802, rue Amherst, apt. 4, Tel.: FRONTENAC 0677; secrétaire-archiviste, Arthur Langevin; secrétaire-trésorier, Henri Richier, 3149, rue Bordouaux, Tel.: AMHERST 7034.

UNION DES BREVETES, Local 91. — Assemblée tous les 1er et 3e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union, No. 7 Craig Est, à 8 hrs p.m. Président, J. A. Julien; secrétaire financier et secrétaire, Jos. Pelletier, 7 Craig Est, Tel.: LAWRENCE 2726.

TYPGRAPHICAL UNION No. 178 — Meets first Saturday of each month at Union Rooms, 408 St. James St., William Skanes, President, 1802, rue Amherst, apt. 4, Tel.: FRONTENAC 0677; secrétaire-archiviste, Arthur Langevin; secrétaire-trésorier, Henri Richier, 3149, rue Bordouaux, Tel.: AMHERST 7034.

CHARPENTERS-MENUISIERS. — Union locale No 1558, Maisonneuve. — Assemblée tous les vendredis à 8 hrs du soir au No. 1651, LeTourneur (Temple des Buffalos). Président, A. Labrosse; vice-président, E. Lenoir; secrétaire archiviste, Charles Thibault, 2384 Avenue; secrétaire financier, A. Robert, 1876, LaSalle; secrétaire-trésorier, J. W. Corbell, 2350 Lacordaire; conducteur, W. Bélanger; gardien, A. Bonnevile.

WOOD, WIRE & METAL LATHERS. — Local 315 de Montréal, meetings every 2nd and 4th Wednesdays at 1182 St. Lawrence Blvd (Monument National) room 11, Frank Moran, Financial secretary, 3109 Berri St., Tel.: HAR. 4497.

LA DISTRIBUTION DES EMPLOIS PAR LA VILLE
Au cours de la semaine, quelques déjeuners qui représentent, à l'hôtel de ville, des quartiers excentriques, demandent au Comité exécutif si des provisions sont insérées dans tout contrat de travaux publics entre la Ville et les entrepreneurs, relativement à la distribution des emplois.
Lorsqu'une entreprise doit être défrayée entièrement par les propriétaires riverains, ces déjeuners sont d'avis que seuls les chômeurs du quartier affecté devraient obtenir un emploi sur de tels travaux.

UNE COMMISSION ROYALE
Dans une lettre ouverte au premier ministre Henry, publiée dans le Mail and Empire, la semaine dernière, la "Moderation League" d'Ontario lui demande de confier à une commission royale parlementaire le soin de peser les arguments qu'elle fait valoir pour la vente des vins et bières dans les hôtels et restaurants. Elle publie également le résultat d'un scrutin pris à ce sujet dans les villes de la province et montrant que, dans 178 usines, on a recueilli 15,376 suffrages pour les vins et bières et 2,498 contre.

CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTERS-MENUISIERS D'AMERIQUE — Président, F. Larose; vice-président, E. Bochet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, P. Lefèvre; agents d'affaires, J. Shears et G. Houle. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8 hrs, dans le Monument National, Ch. 11, tel.: LA. 6754.

BOOT AND SHOE WORKERS, No. 248. — Assemblée tous les vendredis du mois à 8 heures p. m. au No. 1331 Ste-Catherine Est. Président, J. G. Gauthier; secrétaire-archiviste, N. Gervais; secrétaire-trésorier, A. Roy; comité exécutif, Président, L. Thibault; secrétaire, N. Poirier; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, G. MacKercher, 1331 Ste-Catherine Est. Le local s'assemble tous les vendredis et l'heureux tout les mercredis.

UNION INTERNATIONALE DES BREVETES COIFFEURS D'AMERIQUE. — Les 2e et 4e lundis de chaque mois, au No. 1182 St-Laurent, Monument National, salle Rosemont. Secrétaire-archiviste, secrétaire-trésorier et agent d'affaires, A. Millard, 251 St-Catherine Est.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS-MENUISIERS D'AMERIQUE Local 151. — Président, F. Dorval, 1509 Cartier; vice-président, H. Tremblay, 2211 Panet, Tel. Frontenac 1605; Pierre Lefèvre, secrétaire-archiviste, 5491-12e Avenue, Vre, secrétaire-financier, Edouard Larose, 1275 rue Beaubien, A. Roy, 403 Ernest Thibault, secrétaire-trésorier, 1314 Gifford. Le local s'assemble tous les lundis soirs, au Monument National, Ch. 11.

FRATERNITE DES WAGONNIERS LOGE SAINTE-MARIE No. 231 DES VOIES FERRÉES D'AMERIQUE. — Assemblées régulières les 1er et 3e vendredis de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue LaSalle, 1828 Est. Président, H. Beaudry, 1828 rue Desery; vice-président, R. Vaillancourt, 2191 Roben; secrétaire archiviste et correspondant, G. Miron, 1627 Fullum; secrétaire financier, R. B. Lamarec, 4505 Be-Jormier; chambre No. 7, secrétaire-trésorier, Albert Rivest, 2545 Avenue Lafontaine, 2600 Hochelaga, A. Roy, 403 Wolfe et O. Côté, 976 Dumontguy; secrétaire de cérémonie, Jos Dufault, 1509 Fullum; gardien, J. Beaudoin, 371 Duchesne Est. Comité local de protection, J. A. Albert, 1828 Desery, Clairval 4815; G. Gauthier, secrétaire, 3613 Avenue Lafontaine, Clairval 6365; H. Linoges, 182 Ave. Alrd, Clairval 5665; Geo. Guik, 6126 Fabre, AMHERST 9092; A. Nozale, 318 Fullum, AMHERST 6733; W. Leclair, 418 Des Erables, AMHERST 9025.

FRATERNITE UNIE DES PEINTRES DECORATEURS, Local 319. — Assemblée tous les lundis, 1331 Ste-Catherine Est. Président, Joseph Rivest, 1202 rue Ottawa; vice-président, C. Almond, 6578 DeLarocque; secrétaire correspondant, Hancier, L. P. Boisselle, 7804 St-Denis; trésorier, R. Robillard, 3184 Ste-Famille; conducteur, A. Valiquette, 1177 Champlain; gardien, A. Trudeau, 9075 Notre-Dame; les autres sont A. Boismont, R. Des, P. Barbeau, Agent d'affaires, L. P. Boisselle, 7804 Ste-Denis.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PEAU DE MONTREAL. — Assemblées tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 hrs du soir, à la salle des cordonniers, 1331 Ste-Catherine Est. Président, J. Laurin, 7210 rue; sec.-correspondant, J. L. Longpré, 2140 rue Ste-Catherine Est.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL
Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

Tel. Dépt. des Femmes: PL. 8315-CH. 318
J. LEFEBVRE AINE, Surintendant Général
FRANCOIS FAYETTE, Surintendant
Heures de bureau: 9 am. à 5 pm.
Tel. Dépt. des Hommes: PL. 6181 Local 223
Entrée des hommes: 90 St-Jacques Est
Entrée des femmes: 95 Notre-Dame Est

Nous plaçons gratuitement, les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et stenographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

Pour vos impressions ?

Lorsque vous avez besoin de travaux d'imprimerie, appelez

Lancaster 5361

Nous garantissons satisfaction sous tous rapports, main-d'oeuvre et promptitude. Notre atelier est de l'union et travaille 44 heures.

Mercantile Printing
11, rue Saint-Paul Ouest MONTREAL

Governor Roosevelt Is Making Excellent Progress

Has Spoken his Mind Freely and Frankly on Problems That Affect and Concern the People of the United States. His Advocacy of Unemployment Insurance Alone, Entitles Him to the Sympathy and Support of All Who Appreciate the Present Plight of the Millions of Unemployed Workers in the United States.

By BERNARD ROSE

The candidature of Governor Roosevelt has a particular significance for the workers in not only his own country, but even that of the Dominion. He is the first presidential candidate since Lincoln, who has frankly expressed his views in connection with the measures that should be adopted, in order to give the wage earners a measure of protection, as well as security.

Though it may be easy to find fault with him on more grounds than one, it should not be forgotten that his appeal must be directed to the great mass of the electors in his own country, which includes not only wage earners, but store keepers and others.

Where there is no candidate who comes out as the nominee of Organized Labor, the workers are justified in giving their support to the candidate who has definitely declared himself in favor of any one or more of the major reforms which Organized Labor demands, or the unorganized workers in the mass have shown themselves to favor.

The most important and pressing problem confronting the people as well as the Government of the United States, at the moment, is that of unemployment. President Hoover has not shown that readiness and ability to deal with it in a practical way, that would immediately react to the advantage of the workers. He steadfastly opposed the measures that were introduced in order to partially solve the problem. He has shown no real appreciation of the situation, since he has uttered platitudes, instead of encouraging those who, knowing the situation at first hand, and indignant because of the plight of the millions of workers, have proposed legislation which would have gone a long way towards keeping them from becoming dependent upon official or private charity and gravitating into the pauper class.

Governor Roosevelt has earned the support of the workers because he has, in the most unqualified way, declared himself in favor of a system of unemployment insurance. Regardless of what his opponent or critics may say, in connection with his acts and attitude during his tenure of office as Governor of the great State of New York, he certainly shows a better grasp of industrial and social problems than his principal opponent. There are, of course, men and groups who are never satisfied. They think that the whole world can be changed in five minutes and that the adoption of their peculiar doctrines will bring with it the millennium.

Organized Labor has been taught, by experience, that reforms can only be secured by degrees. Radical propagandists are somewhat impatient because the workers refuse to concur in their views, or support their programmes.

In many other respects, during his tour through the different States, he has spoken in a forthright way and has not shown any tendency to make promises that he cannot carry out.

So advanced a weekly as the "Nation" of New York, which seldom loses an opportunity of criticizing or denouncing the leaders of the major parties, declares in its issue of the 5th.: "Moreover, Mr. Roosevelt has shown greater ability and frankness than had been expected of him, and his political sagacity is to be rated much higher than heretofore. His speeches, too, have been more effective, his political sparring keener than anticipated."

This is excellent testimony coming from a source of this kind. It almost manifests an admiration for the Democratic candidate.

The supporters of President Hoover have attacked Governor Roosevelt, on the ground of his "radicalism." Governor Roosevelt's "radicalism" consists of advocating measures that are progressive, and in line with the demands that have been made not only by the organized workers, but the groups and associations that have drawn attention to the abuses that call for consideration from the constituted authorities. If Governor Roosevelt's "radicalism" consists of being outspoken, in his denunciation of the indifference shown by his principal opponent in dealing with the problem of unemployment and the depression generally, that is all the more reason why he is entitled to the votes of not only the workers, but those who profess to hold even more advanced views.

Regardless of what President Hoover may say, in answer to his opponent, there is a general feeling throughout the United States in favor of a change. The workers contend that, since there are few if any signs of improvement, a change of administration, particularly where its head will be one who has given considerable thought to the necessity for the adoption of policies that will be to the advantage of the workers, that there is a lot to gain and little to lose by voting in favor of Governor Roosevelt.

Governor Roosevelt was even in advance of the American Federation of Labor which opposed unemployment insurance, but found that conditions being what they are, its Executive Council should study the matter and bring in a report.

His attitude on the second major problem of the American people — the 18th. Amendment — shows that he is prepared to deal with it in a practical way. He prefers that the States be masters in this respect in their own house, and be governed by the wishes of the majority.

On the score of administrative experience, he is certainly the equal of President Hoover. If, during his incumbency of the governorship of New York, he has not been able to meet the wishes of all who approached him in connection with suggested or requested legislation, the outstanding fact remains, that he has shown himself in every way worthy of the confidence placed in him by the majority of the electors of the State of New York. As President he will be in a far better position to put into practice, in an effective way, the views he holds, in connection with the reforms and policies which will redound to the benefit of the people.

Taking the facts as we find them, and in view of the temper of the American people, there is every justification for the belief growing stronger every day in the United States and our own country, that the Democratic presidential candidate will be elected.

LOWER STANDARDS NOT CURE FOR ILLS OF DEPRESSION

The depression is lowering standards of wages, hours and working conditions. Mary Anderson, director of the Women's Bureau, United States Department of Labor, pointed out in a radio address sponsored by the Women's Trade Union League. She spoke from Station WCFL, owned by the Chicago Federation of Labor.

"In this depression, as in former ones," Miss Anderson said, "many employers have been ready to abrogate standards that have been gradually established as the result of arduous effort over a long period. The backward tendency is due to the mistaken belief that their industries can be saved by grasping at the straw of lowered employment standards. Wages have been cut before dividends; large numbers of employees have been dropped; the hours of other workers have been lengthened; overtime without extra wages imposed; vacation with pay abolished.

The Week at Ottawa

By GRACE MACINNIS

claiming: "But the people aren't at all interested in these petty squabbles. And then the awful thought comes: 'Perhaps they are.'"

Several very fine speeches were made on the Address by members of the co-operating groups. They cannot be dealt with at length, but the following are some passages from them.

Miss MacPhail: "The (Prime Minister) has said that his government stands for sound money... I believe if he had taken the word 'sound' out, his statement would have been equally accurate... I believe it is not inaccurate to say that there is not a farmer in the province of Ontario who this year can earn his taxes from the proceeds of the land he has cultivated... It does seem to me that all the people with low prices for the commodities they produce, all the young people who are unable to find employment, and the whole army of unemployed, are sacrifices offered on the altar of sound money; and they are being offered up as a sacrifice to the few, the very few, so that those few, sleek fatted favorites of the gold of gold may be specially cared for... We may be drawing close to the time when one can be both intelligent and responsible in making utterances with reference to money..."

Here is a paragraph from Mr. Coote: "I am not suggesting that this change in our money policy is the cure for all the economic ills of the country; not by any means. But it is the first and immediate step to be taken; here is one of the fundamental things to be remedied. It would afford substantial relief to the people who are in most need of it. Thousands of farmers will lose their homes unless something is done and done quickly. In one rural municipality close to my home, and where there was never a grain crop failure, the grain of 130 farmers has been seized for 1930 taxes."

And here is one from Mr. MacInnis: "I am convinced that unemployed men cannot be adequately provided with either work or maintenance out of revenue raised by taxation, because through unemployment the created wealth from which taxes are raised is constantly diminishing and on the other hand the number of unemployed is constantly increasing. Under such conditions the time when we shall reach the limit of taxation is not far distant. I think then, if the government cannot

say when business expansion is to begin, it should start immediately to organize the economic life of the Dominion so as to provide work and maintenance without creating debt."

In answer to a question from Mr. LaPointe, former Minister of Justice, Mr. Guthrie, the present Minister of Justice, explained the circumstances leading to the investigation now being held into the conduct of Judge Stubbs of Winnipeg. Various complaints have come from the judiciary of Manitoba, the latest coming from the attorney-general of the province, asserting that "the language and conduct of Judge Stubbs was bringing the administration of justice in the province of Manitoba into disrepute."

The following day the "Ottawa Citizen" published an account of a judgment given by Judge Stubbs in acquitting five men charged with rioting and the possession of dangerous weapons at a local box factory last July. The following passages are quoted from the judgment:

"By society is meant the few who control the many. The function in society of the latter is to serve and obey the former..."

"... Particularly at such times as this fear is the controlling and dominating passion. We are a fear-stricken people. It seems hopeless to cope with the situation. People are distracted and panicky with fear. This fear manifests itself in force and restrictions on all sides..."

"Where such fear is, justice cannot be. A court becomes an instrument of power; judges are soldiers putting down rebellions; so-called trial is a punitive expedition or a ceremonial excuse; so says John MacDonal in his book 'Historical Trials.' Let me say, most emphatically, that if our legal and judicial system is such a frail, fragile and delicately constituted artificial structure, that the few puffs of fresh air of criticism which I have made against it, have so seriously affected it that it is impaired and deterred in its functioning, then it is high time a hurricane came along and blew the whole thing away."

If this is a sample of the language which is bringing "the administration of justice in the province of Manitoba into disrepute" there will be found a good many people who fail to see it.

From Our Readers

Montreal, October 15, 1932.

Editor, The Labor World.
Sir: — In your issue of the 15th, I read that the St. Denis section of "La Voix Ouvrière" passed a series of resolutions.

While I am more or less inclined to agree with most of these resolutions, I cannot understand why an association, which presumes to speak or act as the voice of the workers, should concern itself with matters that are certainly very trivial, when questions and problems of great importance call for the serious consideration of the workers, and the carrying out of a constant agitation to secure reforms which would be far more beneficial than the concession which they demand.

I note that one member of the Association insisted that representations be made to the Municipal authorities to obtain a reduction of gas and electricity rates and the suppression of the monthly service rate charged by the local public utility furnishing light and heat. These rates, I understand, are subject to control and revision by the Public Service Commission. While I am not going to discuss as to whether they should be reduced or otherwise, I think I have read somewhere that the industrial rates for electricity are even lower in Montreal than they are in Toronto and the province of Ontario, where electricity is furnished through the agency of a publicly owned corporation. Furthermore, is it not a fact, that the company has, on more than one occasion, stated that if it was relieved of the burden of income tax, which it pays as a private corporation, it would give the saving in the form of reduced rates, to the consumer? I wonder what this organization would say, if the company, in order to meet with its demands, set about reducing wages and salaries from ten up to twenty-five per cent? I am sure that this would not meet with the approval of its thousands of employees who are interested in having rates maintained.

Any reduction which might be secured would be of little use to the thousands of workers who have been unemployed for months. What seems somewhat singular, is that even in adjacent municipalities, like Verdun, St. Lambert, and Greenfield Park, the Councils of these places could not apparently give as good a service as is furnished by the company, and decided to dispose of their plants to it. It is not because I want to defend the company, that I am writing this letter, but it seems to me, that labor organizations might be better employed in doing their utmost to secure the early introduction of old age pensions, unemployment insurance, and securing a decent wage for the laborers employed by different corporations, many of whom are paid so little, that even if the rates for gas and electricity were much less than they are today, they would still be able to contend that their wages are insufficient to enable them to meet their obligations. I have not heard very many workers complaining of the rates charged by the Montreal Light, Heat & Power. The bill of the average worker is a comparatively small one. We of course know that light is a necessity as well as gas, where the cooking is not done on the kitchen stove, and that everything possible should be done to enable the workers to get these necessary services, but I cannot see that it is altogether fair to expect the Company to meet its obligations and pay taxes to the city, the Provincial, and Federal Governments, as well as keep the workers employed, and make substantial concessions in the way of reduced rates. While the workers are supposed to favor public ownership, possibly when they know that in some instances it costs the public much more than private concerns, they would not advocate municipalization.

If this organization and other labor organizations, throughout the city, would endeavor to get the Government to go on with the terminals and erect other public buildings, as well as tear down the slums, replacing them with cottages or duplexes built specially for workers, it would be of more advantage to the workers, than passing resolutions asking for a reduction in gas and electricity rates.

W. J. S.

Sir: — The Canadian index of employment was at its peak (127.8) in August, 1929; last August it was 86.7. That's a decline of 41.1 points or 32.5 per cent.

The gainfully employable urban population in August, 1929, was 1,872,000. That's on the assumption 35 per cent were gainfully employable; the United States census for 1930 showed 39.97 per cent of the total United States population as gainfully employed.

Figuring 2 per cent unemployment, gives the urban employed in August, 1929, as 1,835,000. That number reduced by 32.5 per cent makes the number of urban employed in August last, 1,239,000.

The gainfully employable in August last, on above basis, numbered 1,995,500. Deducting the employed, 1,239,000 from that gives the number of urban unemployed as 756,500.

Allowing for changes in population and the employment index that estimate is the equivalent of 710,000 unemployed last March, when the Toronto University professors estimated the number at 720,000.

In the rural districts live 4,900,000 people; but there is no data to estimate unemployment among them.

Since August, 1930, when Mr. Bennett was selected to end unemployment, the volume of employment has declined nearly 28 per cent.

The increase in the unemployed during Bennett's beneficial reign has been around 560,000.

Taking the American percentage of gainfully employed, would raise the above estimates of unemployed, somewhat above the Toronto's professors' estimate.

C. McK.

Editor, Labor World.

Sir: — Soviet Russia now has a money problem. According to W. H. Chamberlain the volume of currency in circulation is about four times what it was at the beginning of the Five-Year plan and nearly twice what it was intended to be at the end of the Five-Year plan in October, 1933. If the view of some Canadian money reformers are right the Russians ought to be in clover, but the inflation of currency is regarded as a serious evil, and the Soviet ambassador to England has been recalled to see what he can do to remedy it.

Has Made the Same Mistake

Even though the state monopolies have legal power to control prices, they have not been able to prevent increases in prices reported to have alarmed the authorities. Apparently the legal power of the state is not as strong as the power of economics; the dictatorship cannot dictate to economics. While this does not signify the failure of the Five-Year plan, it means the Soviet's economic program is not marching according to plan.

State capitalism in Russia has evidently made the same mistake that

How to Fight Bolshevism

(From The Cobourg World)

There is something almost pathetic about the way in which Toronto newspapers have devoted their talents this year to the excoriation of Soviet Russia. First the Globe and the Mail and Empire ran a series of articles damning the Muscovite and all his works. Now the Telegram falls into line with lurid details of a frozen and dying people.

Such unanimity, even in destructive criticism, is so unusual in the daily papers of Toronto that one senses in the background the palsied hand of nervous authority or the belated defence of industry which is not quite clear in its conscience.

The present Russian system of government, conceived in anarchy and born in horror, is naturally abhorrent to all who love freedom, cherish individuality and find in the worship of God a true solace. But for all our hatred of that system we must admit that every Communist has occupation of some sort. There is in Russia no devaluing and demoralizing unemployment.

To be sure Russians face short rations, but so do thousands of Canadians this coming winter. To help the Bolshevik face his very unpleasant situation there is in the famous and oft-extended five year plan a definite ideal for which he stands ready to sacrifice himself. Above all the Moscow government has realized that a gigantic effort toward material well-being is not enough and theatres and music and the ballet on a scale no less great than in the days of the Czars.

When an eye-witness to the Bolshevistic experiment for the past eleven years so reliable as Walter Duranty of the New York Times, winner this year of the coveted Pulitzer Prize for journalism says that he went to Moscow hating Communism and that he now believes it to be the best system of government for Russia, it means that this whole interesting and terrifying business can not be dismissed with our damnation.

Duranty is a Britisher by birth and was educated at Cambridge. He is of an aristocratic temper and is acknowledged to be one of the world's great newspapermen; sober, reliable and educated. He does not believe that Communism will work elsewhere, but he has come to think that it fits the needs of that great half-Asiatic, half-European monster we call Russia.

If Communism is a real or potential menace to Canada it is because, Czar-like, we have done nothing constructive to prevent its ugly growth. If this poison has been injected into our national life to the extent which some apparently responsible people seem to believe we shall only eradicate it by courageously meeting the challenge with intelligent action. We shall accomplish little by praising it with faint damns on the front pages of metropolitan newspapers, no matter how great their circulations.

Let the Dominion government, in consultation with provincial governments, take immediate action along the lines outlined below and it is our honest opinion that Canada need have no fear of Communism or any other destructive political idea. Furthermore, such action will save untold misery this winter and will ensure that the quality of our manhood and womanhood will not deteriorate from needless and unaccustomed adversity.

1. Reduce the farm mortgage interest rate.
2. Declare a one-year moratorium on payment of farm mortgage principal in cases where mortgages fall due.
3. If necessary assist agricultural implement makers to extend notes falling due this year.
4. Reduce the bank interest rate on all loans.
5. Inaugurate a five-day week and an eight-hour day in all industry.
6. Convert the national debt to a substantially lower rate of interest.
7. Establish a weekly National lottery for the raising of additional revenue for relief purposes. Limit the sale of tickets to registered voters and limit the number of tickets to be sold to each person to one for each lottery. Sell tickets through post offices. Morally this suggestion is just as defensible as for the government to take a percentage on margin trading in the stock market and on race track bets.
8. Bring the stock exchanges of the country under governmental control to prevent margin trading and other abuses.
9. Inaugurate a system of slum-clearance and new housing projects in our large cities on a self-amortizing basis.
10. Set up an economic council representing agriculture, industry, finance, engineering, labor, the consumer and social science to deal with the present emergency and to lay out proper plans for the future development of the country.
11. Create certain militia units into temporary units of the Permanent Force and enlist in them for military and civil training young men who would otherwise live in idleness, a prey to agitators and in danger of losing their self respect and capacity for work.
12. Stop paying members of the senate a salary and reduce the pay of members of the House of Commons to \$2,400 a year instead of having it on a sessional basis as at present.
13. Co-ordinate the police forces of the country under the command of the Royal Canadian Mounted Police. The co-ordinated police forces to be under the control of the Minister of Justice who would have as his official advisers the President of the Dominion Trades and Labor Congress and some person nominated by the Catholic Archbishop of Quebec.
14. Repatriate out-of-work aliens who have been in the country for less than 10 years and who are unmarried or whose wives are not in Canada.
15. Organize unemployed musicians and other artists into symphony orchestras, instrumental quartettes and choral societies and let them give free concerts in our cities and towns so that our people may have the heartening effect of great music to help them face their troubles.

The above plan is not more radical than the present condition of the country demands. It means sacrifice, of course, but it will be sacrifice shared equally by all.

Not only will it provide work for these people who need it, but far more important, it will let those who are innocent sufferers from economic disaster know that humanity is not dead. It will be a sign to beaten and bewildered thousands that Christianity is a live and vital force, capable of lifting them from their misery and providing for them the bread in place of the stone of indifference.

To a Prime Minister who has already shown himself unusual in many respects there now comes a chance to prove himself truly great. By following a course such as we have outlined he can do much to turn the depression from a strangling liability into a means of actually improving the basic condition of the country in many respects.

At the very least he can by means of such a plan stop the unhappiness and the physical, mental and moral degeneration which must result if Canada is allowed to drift planlessly through another winter of unemployment and misery.

private capitalism in other countries makes every boom period. Too much of the national effort has gone into the production of capital goods; at the same time the new capital goods are not fulfilling their purpose—the production of consumptive goods—according to program. Through mismanagement or technical incapacity of the workers, or both, the new industrial enterprises are not functioning well—are not turning out as many consumptive goods as expected. This, despite a reported increase in industrial production of 19 per cent during the past year, an increase no other country ever attained.

A Symptom of Bad Economic Planning
The net result is a shortage of consumptive goods in relation to a demand which is forcing up prices in defiance, it is said, of the will of state capitalism. That would be a happy condition for an ordinary capitalist country, the harbinger of prosperity for the capitalists anyway. Promoters would offer securities for the surplus money; new enterprises would arise—and in a few years the buyers of securities would be able to use them to paper their homes. State capitalism in Russia does not, however, encourage savings by providing promoters opportunities to divert savings into enterprises doomed to failure. Under the Russian system inflation presents itself, not as a boom in business at the expense of the workers, but a symptom of bad economic planning or of failure to carry out plans. Therefore it presents itself as a challenge to the authorities to review the situation and try to correct the mistakes. Such a dispensation at any rate has merits as compared with competitive capitalism, the managers of which throw up their hands as soon as bad planning leads to trouble, or only try to correct their mistakes by repeating them.

You Can't Lift Yourselves by Your Boot Straps

The Russians recognize that currency inflation and rising prices are not the road to prosperity for the people, but are rather an indicator of economic errors demanding attention. Whether or not, they succeed in solving their money problem without blundering into new troubles, the fact that a dictatorship cannot give money greater purchasing power than the law of supply and demand allows it, ought to be an object lesson to the advocates of boot-strap lifting finance as a means of making the capitalist system in other countries restore prosperity.

C. McKAY.

"The value of your telephone is just what you make it."

TIME and distance are the two great dissolvers of friendship. More friends drift apart through lack of communication than through conflict of opinion. Your telephone bridges both time and distance and cements the bonds of friendship.



